

# L'AIDE INTERNATIONALE AU DÉVELOPPEMENT

Au Bangladesh, on offre des prêts et une formation aux femmes pauvres et à ceux qui ne possèdent pas de terre afin de les aider à former et à gérer des coopératives.

- Au Ghana, les paysans participent aux réunions de comités et apprennent à entretenir et réparer leurs installations d'alimentation en eau.
- En Colombie, les femmes ont créé des garderies de jour afin de contribuer à l'amélioration des conditions de vie dans les quartiers pauvres de Bogota.
- Au Sénégal, on a planté des rangées d'arbres afin de protéger les jardins potagers des sables apportés par les vents du désert.

Ce ne sont là que quelques exemples de projets d'aide au développement qui ont été partiellement ou totalement parrainés chaque année par le Canada et conçus pour aider les pays en développement à améliorer leurs conditions de vie.

## Historique

Contribuer à faire du monde un endroit meilleur et plus sûr pour ses habitants fait partie intégrante de la tradition canadienne. Depuis des années, des bénévoles canadiens s'y emploient activement. Parmi les noms les plus connus, citons ceux du Dr Norman Bethune, qui s'est illustré en Chine, et du Père Georges-Henri Lèvesque, au Rwanda.

Le gouvernement canadien apporte son assistance dans ce domaine (l'aide publique au développement) depuis 1950, année où il s'est engagé à appuyer le Plan de Colombo des pays du Commonwealth pour la coopération économique en Asie du Sud et du Sud-Est.

Pendant toutes les années 50, l'assistance canadienne aux pays du Commonwealth en Asie a surtout pris la forme d'envois de produits alimentaires, d'assistance technique et de réalisation de projets d'infrastructure. À la fin de cette décennie, le Canada a commencé à aider les Caraïbes et l'Afrique du Commonwealth et, à partir des années 60, l'Afrique francophone et l'Amérique latine.



Assistance technique  
au Pakistan



Fruits de l'aide canadienne en Tanzanie

En 1968, l'Agence canadienne de développement international (ACDI) a été créée pour gérer la plus grande partie du programme d'aide du gouvernement fédéral. Environ 75 % de l'aide publique au développement est actuellement administrée par l'ACDI tandis que le reste (25 %) est remis à la Banque mondiale, à divers organismes internationaux, ainsi que par quatre organismes de développement qui ont leur siège au Canada : le Centre de recherches pour le développement international, la Corporation Petro-Canada pour l'assistance internationale, le Centre international de développement des océans, et le Centre international des droits de la personne et du développement démocratique.

## Engagements financiers

Le Canada est le septième donateur du monde occidental. Au cours de l'année 1987-1988, il a consacré plus de 2,6 milliards de dollars (soit légèrement plus de 100 \$ par Canadien) à l'aide aux pays en développement — ce qui représente environ 0,65 \$ par habitant du monde en développement et 0,5 % de son produit national brut (PNB).

Le Canada met l'accent sur l'aide aux pays les moins développés; au cours des cinq prochaines années il se penchera avec encore plus d'attention sur la situation de l'Afrique et des pays les moins développés d'Asie et d'Amérique. La totalité de son aide est octroyée sous forme de subventions et de contributions.

## Politique

Ce sont toujours les préoccupations d'ordre humanitaire qui motivent les Canadiens dans leur appui au programme d'aide. Nombreux sont ceux qui estiment en effet que la lutte contre la pauvreté et la faim constitue le problème le plus grave du monde actuel.

Mais les préoccupations d'ordre politique jouent également un rôle important. Ces dernières années, les Canadiens ont, de plus en plus, pris conscience du fait que la paix et la stabilité mondiales dépendent dans une large mesure de la paix et de la stabilité dans les pays en développement et que l'on peut contribuer à cette stabilité politique en encourageant le développement socio-économique et une répartition satisfaisante des bienfaits du progrès économique.

VOICI LE CANADA



Canada

Affaires extérieures et  
Commerce extérieur Canada